

Brochure n° 3037

Convention collective nationale
IDCC : 1921. – PERSONNEL DES HUISSIERS DE JUSTICE

AVENANT N° 62 DU 20 MARS 2018
MODIFIANT L'AVENANT N° 48 DU 13 MARS 2015
RELATIF AU RÉGIME DE COMPLÉMENTAIRE SANTÉ

NOR : ASET1850559M
IDCC : 1921

Entre :

CNHJ ;

UNHJ ;

HJF,

D'une part, et

CSFV CFTC ;

FS CFDT ;

SPAAC CFE-CGC ;

FEC FO ;

FNPSE CGT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Un régime conventionnel de complémentaire santé a été instauré par avenant n° 48 du 13 mars 2015.

Lors de la commission paritaire du 24 janvier 2018, l'examen des comptes dudit régime présentés par l'organisme assureur recommandé, a conduit les partenaires sociaux à acter la nécessité d'augmenter les taux des cotisations, tout en maintenant à niveau identique les niveaux de remboursement.

Article 1^{er}

Cotisations finançant la complémentaire frais de santé

À l'article 3.3 de l'avenant n° 48 du 13 mars 2015 ayant instauré le régime de complémentaire santé, le paragraphe « 3 – Taux et répartition des cotisations » est désormais libellé comme suit :

3 – Taux et répartition des cotisations

La cotisation « Isolé » du régime de base est financée à 50 % par le salarié et 50 % par l'employeur.

La cotisation obligatoire ci-dessus définie et les cotisations facultatives « Famille monoparentale » et « Famille » du régime de base et des 2 régimes optionnels sont fixées dans les conditions suivantes (en pourcentage du PMSS) :

Salariés – Régime général de la sécurité sociale

(En pourcentage.)

	RÉGIME de base	TAUX de cotisation	PARTICIPATION salarié	PARTICIPATION employeur
Cotisation obligatoire	Isolé	1,12	50	50
Cotisations facultatives additionnelles ⁽¹⁾	Famille monoparentale	+ 0,75 (total 1,87)	100	0
	Famille	+ 1,21 (total 2,33)	100	0
(1) Cotisation facultative additionnelle en sus de la cotisation obligatoire « isolé » du régime de base (la cotisation totale étant indiquée entre parenthèses).				

(En pourcentage.)

	OPTION 1	TAUX de cotisation	PARTICIPATION salarié	PARTICIPATION employeur
Cotisation obligatoire	Isolé	+ 0,23 (total 1,35)	100	0
Cotisations facultatives additionnelles ⁽¹⁾	Famille monoparentale	+ 1,14 (total 2,26)	100	0
	Famille	+ 1,69 (total 2,81)	100	0
(1) Cotisation facultative additionnelle en sus de la cotisation obligatoire « isolé » du régime de base (la cotisation totale étant indiquée entre parenthèses).				

(En pourcentage.)

	OPTION 2	TAUX de cotisation	PARTICIPATION salarié	PARTICIPATION employeur
Cotisation obligatoire	Isolé	+ 0,54 (total 1,66)	100	0
Cotisations facultatives additionnelles ⁽¹⁾	Famille monoparentale	+ 1,64 (total 2,76)	100	0
	Famille	+ 2,31 (total 3,43)	100	0
(1) Cotisation facultative additionnelle en sus de la cotisation obligatoire « isolé » du régime de base (la cotisation totale étant indiquée entre parenthèses).				

Salariés – Régime local de la sécurité sociale (Alsace-Moselle)

(En pourcentage.)

	RÉGIME de base	TAUX de cotisation	PARTICIPATION salarié	PARTICIPATION employeur
Cotisation obligatoire	Isolé	0,72	50	50

	RÉGIME de base	TAUX de cotisation	PARTICIPATION salarié	PARTICIPATION employeur
Cotisations facultatives additionnelles ⁽¹⁾	Famille monoparentale	+ 0,50 (total 1,22)	100	0
	Famille	+ 0,80 (total 1,52)	100	0
(1) Cotisation facultative additionnelle en sus de la cotisation obligatoire « isolé » du régime de base (la cotisation totale étant indiquée entre parenthèses).				

(En pourcentage.)

	OPTION 1	TAUX de cotisation	PARTICIPATION salarié	PARTICIPATION employeur
Cotisation obligatoire	Isolé	+ 0,16 (total 0,88)	100	0
Cotisations facultatives additionnelles ⁽¹⁾	Famille monoparentale	+ 0,76 (total 1,48)	100	0
	Famille	+ 1,12 (total 1,84)	100	0
(1) Cotisation facultative additionnelle en sus de la cotisation obligatoire « isolé » du régime de base (la cotisation totale étant indiquée entre parenthèses).				

(En pourcentage.)

	OPTION 2	TAUX de cotisation	PARTICIPATION salarié	PARTICIPATION employeur
Cotisation obligatoire	Isolé	+ 0,36 (total 1,08)	100	0
Cotisations facultatives additionnelles ⁽¹⁾	Famille monoparentale	+ 1,08 (total 1,80)	100	0
	Famille	+ 1,52 (total 2,24)	100	0
(1) Cotisation facultative additionnelle en sus de la cotisation obligatoire « isolé » du régime de base (la cotisation totale étant indiquée entre parenthèses).				

Les entreprises non adhérentes à l'un des contrats d'assurance souscrits auprès de l'organisme assureur recommandé devront en tout état de cause respecter une prise en charge à hauteur de 50 % de la cotisation globale correspondant à la couverture obligatoire du salarié mise en place par l'entreprise.

Anciens salariés et ayants droit de salariés décédés

Comme rappelé à l'article 3.2 du présent accord ayant instauré le régime conventionnel de complémentaire santé, l'article 4 de la loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 dite « loi Évin » organise le maintien de la couverture collective d'entreprise, au bénéfice des anciens salariés et des ayants droit de salariés décédés. Conformément aux dispositions réglementaires (décret n° 2017-372 du 21 mars 2017), le coût de la couverture individuelle des personnes susvisées est établi en proportion des tarifs globaux applicables aux salariés en activité, avec un encadrement tarifaire précis durant les 3 premières années d'adhésion.

L'organisme assureur pourra proposer aux anciens salariés les conditions tarifaires permettant une extension de couverture à leurs ayants droit.

Les tableaux ci-dessous précisent le tarif applicable la première année d'adhésion (en pourcentage du PMSS).

a) Régime général de la sécurité sociale

(En pourcentage.)

ANCIENS SALARIÉS Tarif de la 1 ^{re} année d'adhésion		RÉGIME DE BASE Taux de cotisation	OPTION 1 Taux de cotisation	OPTION 2 Taux de cotisation
Cotisations facultatives additionnelles	Ancien salarié (isolé)	1,12	+ 0,24 (total 1,36)	+ 0,55 (total 1,67)
	Extension : Famille monoparentale ⁽¹⁾	+ 1,13 (total 2,25)	+ 1,72 (total 2,84)	+ 2,46 (total 3,58)
	Extension : Famille ⁽¹⁾	+ 1,81 (total 2,93)	+ 2,54 % (total 3,66 %)	+ 3,47 (total 4,59)
(1) La cotisation de l'extension s'ajoute à la cotisation de l'ancien salarié.				

(En pourcentage.)

AYANTS DROIT DE SALARIÉS DÉCÉDÉS Tarif de la 1 ^{re} année d'adhésion		RÉGIME DE BASE Taux de cotisation	OPTION 1 Taux de cotisation	OPTION 2 Taux de cotisation
Cotisations facultatives	Enfants du salarié décédé ⁽¹⁾ (ex. famille monoparentale)	0,75	1,14	1,64
	Famille ⁽²⁾	1,21	1,69	2,31
(1) À la date du décès du salarié, il s'agit des enfants à charge qui étaient couverts par la structure « famille monoparentale ».				
(2) À la date du décès du salarié, il s'agit du conjoint, ou du conjoint et enfants à charge, qui étaient couverts par la structure « famille ».				

b) Régime local de la sécurité sociale – Alsace Moselle

(En pourcentage.)

ANCIENS SALARIÉS Tarif de la 1 ^{re} année d'adhésion		RÉGIME DE BASE Taux de cotisation	OPTION 1 Taux de cotisation	OPTION 2 Taux de cotisation
Cotisations facultatives additionnelles	Ancien salarié (isolé)	0,72	+ 0,16 (total 0,88)	+ 0,36 (total 1,08)
	Extension : Famille monoparentale ⁽¹⁾	+ 0,74 (total 1,46)	+ 1,13 (total 1,85)	+ 1,61 (total 2,33)
	Extension : Famille ⁽¹⁾	+ 1,19 (total 1,91)	+ 1,68 (total 2,4)	+ 2,27 (total 2,99)
(1) La cotisation de l'extension s'ajoute à la cotisation de l'ancien salarié.				

(En pourcentage.)

AYANTS DROIT DE SALARIÉS DÉCÉDÉS Tarif de la 1 ^{re} année d'adhésion		RÉGIME DE BASE Taux de cotisation	OPTION 1 Taux de cotisation	OPTION 2 Taux de cotisation
Cotisations facultatives	Enfants du salarié décédé ⁽¹⁾ (ex. famille monoparentale)	0,50	0,76	1,08
	Famille ⁽²⁾	0,80	1,12	1,52

AYANTS DROIT DE SALARIÉS DÉCÉDÉS Tarif de la 1 ^{re} année d'adhésion	RÉGIME DE BASE Taux de cotisation	OPTION 1 Taux de cotisation	OPTION 2 Taux de cotisation
(1) À la date du décès du salarié, il s'agit des enfants à charge qui étaient couverts par la structure « famille monoparentale ».			
(2) À la date du décès du salarié, il s'agit du conjoint, ou du conjoint et enfants à charge, qui étaient couverts par la structure « famille ».			

Article 2

Modification de l'article 3.2/2

Au paragraphe 2 de l'article 3.2, le dernier alinéa est supprimé et remplacé comme suit :

« Les conditions tarifaires proposées aux bénéficiaires dans le cadre d'un contrat qui ne serait pas souscrit auprès de l'organisme recommandé, devront respecter l'encadrement tarifaire en proportion des tarifs globaux applicables aux salariés en activité, dans le respect des dispositions réglementaires en vigueur (décret n° 2017-372 du 21 mars 2017) ».

Article 3

Entrée en vigueur

L'entrée en vigueur du présent avenant est fixée au 1^{er} avril 2018.

Le présent avenant fera l'objet des formalités de notification, publicité et dépôt, ainsi que de demande d'extension, conformément aux dispositions légales et réglementaires.

Enfin, il est précisé que le présent avenant ne prévoit pas de mesures qui seraient spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés (art. L. 2232-10-1 du code du travail). En effet, le régime conventionnel de frais de santé a été instauré dans le cadre de l'article L. 912-1 du code de la sécurité sociale, et comporte en outre la recommandation d'un organisme assureur ; dès lors, le régime a par principe vocation à définir les garanties minimales du régime collectif obligatoire de complémentaire frais de santé, dont doivent bénéficier les salariés relevant de la convention collective.

Fait à Paris, le 20 mars 2018.

(Suivent les signatures.)